

Elections sénatoriales



Le PCF salue la réélection de ses 4 sénatrices et sénateurs sortants concernés par le vote de ce dimanche. Céline Brulin, JérémY Bacchi, Gérard Lahellec et Marie-Claude Varailles vont poursuivre au sein du groupe CRCE-K leur travail d'élus, engagés pour leur territoire et pour la justice sociale et territoriale.

Nous saluons le résultat de nos candidats et candidates qui progressent dans de nombreux départements. Le groupe des élus PCF (CRCE-K) au Sénat demeure le second groupe à gauche de la chambre haute et renforce son rayonnement dans les territoires.

Il continuera d'être un point d'appui solide au service de toutes les mobilisations sociales et engagé dans toutes les batailles législatives à venir pour faire vivre et protéger la République, laïque et sociale.

Ces élections marquées par l'entrée d'un groupe de sénateurs d'extrême-droite au Sénat sont la déclinaison logique de la progression du RN constatée lors des élections municipales. Elles doivent cependant constituer un nouveau signal d'alerte adressé par les territoires face aux abandons multiples de l'Etat, à l'asphyxie financière organisée des communes et à la désespérance et la colère sociales qui montent dans le pays.

Les sénatrices et sénateurs communistes réaffirment dès ce soir leur engagement à combattre les politiques xénophobes, réactionnaires et libérales que porteront ces nouveaux parlementaires d'extrême-droite. Ils continueront également à porter et à défendre leurs propositions pour la justice climatique et sociale et la réponse concrète aux besoins de la population qui sont le meilleur antidote pour prévenir le poison de la division et du racisme que portent les élus RN.

Dans plusieurs départements certaines formations de gauche ont, par leur volonté de division, favorisé

REPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES REPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2566 – Jeudi 1er octobre 2026

l'élection de candidats d'extrême droite comme dans le Gard où ils ont battu notre camarade Cathy Chauvet au profit d'un sénateur RN.

Le rassemblement à gauche face à l'extrême-droite aurait dû être partout la ligne dans chaque département comme l'ont fait les communistes. Les élus communistes poursuivront leur action au Sénat au service des Français et des territoires, en appui de toutes les luttes.

Le PCF salue les dizaines de milliers d'élus.es et d'agents publics qui ont fait vivre ce temps majeur de la vie démocratique de notre pays. ■

Mont-de-Marsan

Manifestation du 29 septembre : contre l'austérité et pour le progrès social



A l'appel de l'intersyndicale, près d'un millier de personnes se sont rassemblées dans les rues de la Préfecture pour demander des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail pour les agents et agents de la fonction publique. Le cortège après avoir manifesté dans les rues de Mont-de-Marsan, a rejoint les sapeurs-pompiers en grève, devant la Préfecture où ont retenti plusieurs détonations sous les applaudissements des manifestants.

Tour à tour, les représentants des syndicats ont pris la parole pour dénoncer l'austérité et faire part de leurs revendications.

Les communistes présents dans la manifestation ont distribué un tract et ont reçu un bon accueil. ■

À New Delhi les BRICS surmontent leurs divergences

Le contexte international a pesé lourd sur le XVIII^e sommet des BRICS+1 tenu à New Delhi les 12 et 13 septembre. Les confrontations impliquant des États membres (Iran, Arabie saoudite, Émirats arabes unis) ont renforcé les contradictions au sein du groupe dont le poids économique (40 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat) et démographique (la moitié de la population de la planète) est un moteur majeur dans l'actuelle recomposition internationale.

En mai dernier, les ministres des Affaires étrangères n'avaient pu se mettre d'accord sur une Déclaration commune bloquée par la guerre contre Téhéran. Surmontant leurs divergences politiques, les Brics+ ont joué à fond la carte du compromis étayé par les 140 points du document conjoint adopté à l'unanimité et dont la ligne directrice exprime une « profonde inquiétude » face à la dangerosité de la situation mondiale. « La sécurité entre tous les pays est indivisible », rappellent-ils, pointant les conséquences concrètes des conflits pour l'ensemble de la planète et en premier lieu les pays émergents.

Les Brics dénoncent ainsi « des répercussions négatives de grande ampleur sur les droits de l'homme, y compris les droits au développement, à la santé et à la sécurité alimentaire, de la population générale des États visés, affectant de manière disproportionnée les personnes pauvres et celles en situation de vulnérabilité, creusant la fracture numérique et exacerbant les défis environnementaux ».

Pour autant, la déclaration se contente d'appeler à la « retenue maximale » au Moyen-Orient et exhorte à la protection des infrastructures civiles et des centrales nucléaires, point d'accord notable compte tenu de la présence simultanée de l'Iran et des Émirats arabes unis. , le groupe a réitéré la nécessité de « redynamiser le système de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération ». Et, pour ce faire, le besoin de mettre en œuvre les résolutions relatives à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

En 2025, militaires américano-israéliennes contre l'Iran. L'extension du conflit a affaibli leur positionnement. Ils ont cette fois réussi à exprimer d'une seule voix leur « vive préoccupation face à l'escalade continue des tensions » dans la région en recourant à un artifice diplomatique : ne pas nommer, et encore moins condamner les agresseurs : les États-Unis.

La situation à Gaza et au Liban a fait l'objet d'une attention appuyée. Le texte réaffirme son soutien à une solution à deux États (Palestine, Israël) dans le cadre des résolutions de l'ONU et condamne le « déplacement forcé » des Palestiniens et toute action susceptible de « légitimer ou de prolonger l'occupation ».

Autre point de compromis : le document ne mentionne pas explicitement la guerre en Ukraine évoquée lors des différentes discussions bilatérales entre dirigeants. Modi a profité de l'occasion pour rencontrer Poutine et renforcer les liens économiques et stratégiques de

longue date entre les deux pays, avec pour objectif d'atteindre 100 milliards de dollars d'échanges bilatéraux annuels d'ici 2030.

Le sommet qui ainsi offert une plateforme pour des entretiens qui semblaient difficilement imaginables il y a encore quelques mois. Le président iranien Pezeshkian et le prince héritier d'Abou Dhabi se sont parlé en tête-à-tête. Autre temps fort de la conférence, l'entrevue entre Xi Jinping et le Premier ministre indien, marquant une étape du lent dégel entre Pékin et New Delhi. Xi effectuait sa première visite en Inde depuis sept ans.

Les Brics se sont retrouvés sur leurs aspirations communes d'un nouvel ordre international multilatéral « plus représentatif et plus équitable ». Ils revendiquent une représentation accrue des pays émergents dans les processus et structures de prise de décisions à l'échelle mondiale et dénoncent « l'imposition de mesures coercitives unilatérales contraires au droit international ». Sans toutefois désigner là encore les responsables des sanctions liées à la pratique illégale de l'extraterritorialité.

Sur le plan financier, les participants sont convenus de développer des systèmes de règlement transfrontaliers et d'élargir l'usage des monnaies locales.

La mise en place d'une monnaie commune n'est pas envisagée à court terme, mais des initiatives sont engagées pour limiter la dépendance aux circuits financiers libellés en dollars.

Le sommet s'est refermé, sans nouvelle extension du groupe des 11 membres à part entière, mais les 10 partenaires seront associés davantage aux travaux et aux initiatives. Parmi les chantiers annoncés : un cadre de coopération logistique pour rendre les chaînes d'approvisionnement plus fiables et résistantes aux ruptures, un système d'alerte précoce commun face aux maladies infectieuses, et une coopération économique et financière accrue. L'accent a été mis sur des partenariats opérationnels : intelligence artificielle, transition numérique, logistique agricole et développement durable. Xi Jinping propose la création d'une « zone BRICS d'IA open source » afin de promouvoir la coopération sur les grands modèles linguistiques, la formation en IA et un écosystème d'IA ouvert.

Une initiative qui sera certainement boostée lors de la prochaine présidence du groupe assurée par la Chine en 2027 ? ■

CINÉ-DISCUSSION

JEUDI 8 OCTOBRE • Le Grand Club MdM

19h30 • Entrée : 6,50€ / -26 ans : 5,00€

A l'Ouest du Jourdain

Un film de Amos Gitai

Partenaires



TotalEnergies : assez de profit sur la crise, nationalisation !

Nationaliser TotalEnergies, et Engie, aux côtés d'EDF, dans une ambition de service public, c'est prendre le contrôle sur notre avenir énergétique. Une proposition de loi (PPL n° 750 rect.) a été déposée à cette fin au Sénat en 2024 par le groupe parlementaire communiste. Cela permettrait d'en finir avec les prix dictés par la spéculation et l'avidité du capital, et de garantir un accès à l'énergie à un prix juste, un droit fondamental, pas une marchandise. Pour les autres peuples, Total pourrait substituer des partenariats de coopération aux logiques néocoloniales actuelles. Pour la planète, cela contribuerait à planifier démocratiquement la sortie des énergies fossiles.

Nationaliser est une nécessité politique, écologique et de souveraineté !

Cette nationalisation doit s'accompagner de pouvoirs démocratiques d'intervention des salariés et populations sur la gestion de Total. TotalEnergies profite de la guerre au Moyen-Orient et de la paralysie du trafic dans le détroit d'Ormuz pour maximiser ses profits. Les actionnaires ont engrangé plus de 10 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2026, 70 milliards ont été distribués en 5 ans en dividendes ou ont servi aux rachats d'action (en augmentation de 26%) ! Pendant ce temps, tout le monde subit des prix à la pompe insupportables ! La politique du gouvernement entretient cette logique : les chèques énergie financent les profits par la dette publique.

Nationaliser : c'est possible, efficace et finançable

Concernant TotalEnergies, nous proposons d'indemniser les salariés·e et autres petits actionnaires au cours du marché, cela représenterait moins de 20 milliards d'euros. Par contre les grands actionnaires se sont déjà bien gavés, pas question de les payer deux fois ! Nous proposons, comme pour EDF en son temps, une indemnisation par des obligations d'Etat sur 30 ans, non-cessibles afin d'éviter la spéculation. Une gestion de l'entreprise selon des critères écologiques et sociaux et une mobilisation des banques publiques permettraient de financer la transition et d'embaucher. ■

**Je signe pour la nationalisation
de TotalEnergies**
https://www.pcf.fr/nationalisation_total

Vite une loi SRU 2, avec un taux de logements sociaux porté à 30% !



L'extrême-droite veut supprimer la loi qui a été la plus utile pour créer du logement social en France, la loi SRU.

La loi SRU, portée en 2000 par le ministre communiste au logement Jean-Claude Gayssot est une superbe réussite. Elle a permis de créer près de 1 million de logements sociaux en France en 26 ans, et est un acquis essentiel pour le droit au logement.

La supprimer serait une catastrophe. Cela impliquerait une baisse importante de la production de logements sociaux et aggraverait fortement la crise du logement. Plusieurs centaines de milliers de logements sociaux vont pouvoir être produits durant ces prochaines années si la loi SRU reste en l'état, et ne le seraient pas si elle était supprimée.

Le PCF et Fabien Roussel proposent d'aller plus loin, et de la renforcer. En 2000, à l'origine le taux de logements sociaux imposé par la loi SRU était de 20%. Ce taux a été porté à 25% en 2013. 13 ans après, il est temps de le porter à 30% en zone urbaine.

Vers 30 % de logements sociaux en zone urbaine, c'est un nouvel objectif qui permettrait d'atteindre la production de 1 million de logements sociaux durant le prochain quinquennat, et c'est indispensable pour répondre à la crise du logement.

Au moment où l'offre locative privée se réduit, en particulier dans les grandes villes, il faut plus que jamais produire plus de logements sociaux. 200 000 nouveaux logements sociaux par an pendant 5 ans, c'est ce qu'il faut faire, et une loi SRU « à 30% » nous y aidera grandement.

Afin de mettre en place ce grand plan de relance du logement, il est indispensable de redonner aux bailleurs sociaux les moyens de leurs missions et que soit rétablie une aide à la pierre ambitieuse et pérenne pour relancer la construction de logements sociaux et garantir des loyers accessibles au plus grand nombre.

L'extrême droite veut aggraver considérablement la crise du logement en cassant le logement social, nous voulons la résoudre avec plus de logements sociaux. Vive la loi SRU à 30% ! ■



La section PCF du Seignanx a organisé une distribution de tract au rond-point du Carrefour de Tarnos, le samedi 19 septembre, avec les propositions du PCF contre l'augmentation des prix des carburants. Ils ont reçu un très bon accueil de la population. ■

SOUSCRIPTION

Nom..... Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Gnacs et Chacailles

TVA ANTISOCIALE

La Sécu c'est la vie, c'est pas pour les profits - slogan de manifestation en 1995. Le 13 mai 2026, Emmanuel Macron disait face à Sophie Binet (née le 5/01/1982 à Metz), secrétaire générale de la CGT, que le financement du modèle social français « reposait beaucoup trop sur le travail » et suggérait de mettre à contribution « d'autres facteurs, en particulier la consommation », soit une taxe sur la valeur ajoutée ou « TVA sociale », revendiquée par le patronat. Sur le bulletin de salaire de chaque salarié, est prélevé un pourcentage qui sert à financer la Sécurité Sociale, dont les retraites. C'est une recette « fléchée », attribuée directement à une caisse précise. Cette cotisation est payée en partie par le salarié et en partie par l'employeur. Pour cette raison, ces derniers préfèrent parler de « charges ». Le Medef entend faire peser le financement de la protection sociale sur la consommation des ménages plutôt que sur les cotisations, pour avancer vers la capitalisation des retraites. Pour eux, « Peu importe son nom, la TVA sociale existe depuis des années. Elle finance déjà nos régimes sociaux pour 56 milliards d'€ par an ». La proposition patronale de remplacer les cotisations sociales par une taxe sur la consommation séduit l'ancien premier ministre Gabriel Attal (né le 16/03/1989 à Clamart), qui assume vouloir « soulager les travailleurs au détriment des consommateurs ». François Hollande (né le 12/08/1954 à Rouen) plaide pour une hausse progressive de 4% de la TVA pour financer les prestations sociales alors qu'il avait annulé en 2012, une hausse de 1,6% de l'impôt, destinée à compenser 13,2 milliards d'€ de baisse de cotisations patronales voulue par Nicolas Sarkozy (né le 28/01/1955 à Paris). Dès 1991, Michel Rocard (1930-2016) Premier ministre, instaurait les impôts CSG et CRDS pour « éponger la dette sociale ». La solidarité fiscalisée diminue la part des cotisations dans le financement de la Sécurité sociale qui est inférieure à 50%, selon Denis Gravouil (né en 1972), secrétaire confédéral CGT. Pour compenser les exonérations de cotisations, qui s'élevaient à 86,8 milliards d'€ en 2025, selon le rapport d'évaluation des politiques de sécurité sociale, l'État reverse une partie des recettes de la TVA vers les comptes de la sécurité sociale et des retraites. Entre 2017 et 2024, le volume de la taxe sur la consommation affectée à la Sécu a été multiplié par cinq. En « rapprochant les salaires nets du brut », le patronat promet des hausses de rémunération. C'est aussi ce qui dit l'extrême-droite avec d'autres. Pour Denis Gravouil « Les salaires n'ont pas rattrapé ceux de 2020 compte tenu de l'inflation, malgré les exonérations toujours plus importantes ». Une position partagée par la CFDT pour qui « La TVA dite sociale, c'est de la TVA tout court, un impôt sur la consommation que tout le monde paie et ce sont les plus précaires qui seront les plus impactés car ils consomment la totalité de leur revenu ». La TVA sociale ferait régresser la consommation intérieure, alors que le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 0,2% au premier semestre 2026, selon l'Insee. Les cotisations manqueront demain pour financer les retraites et la Sécurité sociale », a alerté Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. Un manque à gagner dont use le patronat pour faire un chantage au déficit de la Sécurité sociale, qui doit atteindre 19,4 milliards d'€ en 2026. « Cette politique permet aux libéraux d'avancer que notre modèle social serait trop cher, observe Denis Gravouil, or la part du PIB consacrée aux dépenses est à peu près stable, le problème vient de la baisse des recettes ». Pour le Medef « Il faudra plus de capitalisation, au bénéfice des futurs retraités et pour que notre économie se finance sans recourir excessivement à des investisseurs et créanciers étrangers ». La missa capitalista est dite (la messe capitaliste est dite). ■

Roger La Mougne

FERME DU HAZA

Tradition Gastronomique Convivialité !

Venez découvrir notre ferme !

40250 SAINT AUBIN

PORTES OUVERTES

10 et 11 OCTOBRE

Produits du terroir Animations pour tous !

SAMEDI 10 OCTOBRE

- 10h30 Atelier découpe du canard par Benoît
- 11h30 Atelier Cours de cuisine par Benoît
- 12h30 Apéritif Cocktail & Champagne
- 13h30 DÉJEUNER 22 €
Salade Landaise (supp. Foie Gras +5€)
Tourmedos de magret de canard
Sauce au foie gras / Frites
(Supp. Fromage de Beabiz +5€)
Tortière landaise
- 15h30 Initiation quille de 6 avec le Rampeau rail morcenais
- 16h30 Atelier confiture préparé par Oh Palais d'Iza
- 17h30 Visite de la ferme et de la conserverie avec Marion
- À partir de 18h00 Animation musicale de la Peña du Haza avec Elite
- 20h00 Le traditionnel confit / Frites de Marion & autres spécialités de la ferme (Kébecand, Chalosse etc...)
- 22h00 Spectacle Pyrotechnique

DIMANCHE 11 OCTOBRE

- 10h00 Visite de la ferme
- 10h30 Benoît vous montre la découpe et la cuisine du canard
- 11h30 Animation par "Louis Tournier Amics"
- 12h30 Atelier Confiture préparé par Oh Palais d'Iza
- 12h30 Apéritif Cocktail & Champagne
- 13h00 DÉJEUNER 22 €
Salade Landaise (supp. Foie Gras +5€)
Tourmedos de magret de canard
Sauce au foie gras / Frites
(Supp. Fromage de Beabiz +5€)
Tortière landaise

Tout le week-end

MARCHÉ DE PRODUCTEURS

Foie gras, Confit, Cagnac, Ompagnac, St Emilion, Vins de Cuvée, Fromages, Confiture, Tortière, Pâtis, etc...

GOUTEZ LE VRAI SUD-OUEST !

Produits Bio, produits régionaux, produits locaux !

Une ferme, une histoire, des saveurs !

RÉSERVATION CONSEILLÉE

☎ Marion : 06.62.46.76.60